



CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-012 DU 23 MAI 2019
RELATIVE AUX PROCÉDURES DE RACCORDEMENT AUX
RÉSEAUX PUBLICS DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION
D'ÉLECTRICITÉ

Contribution de wpd Solar

Date : 18 juillet 2019

Question 1 :

Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

Wpd Solar est tout à fait favorable à cette proposition. Hormis l'usage des véhicules électriques qui pourront rendre des services « vehicle to grid », nous anticipons un développement progressif des sites associant production et solutions de stockage de technologies diverses. Reste à savoir si l'actif de stockage s'alimente uniquement par le parc de production dans un objectif de mieux valoriser l'énergie sur les marchés ou si cet actif tire son énergie directement du réseau.

Question 2 :

Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Wpd Solar est favorable à l'établissement des ORI, même si les modalités techniques et contractuelles doit encore être précisées. En particulier, dans le but de rendre le choix entre le développement du réseau et l'écrêtement possible, les énergies écrêtées devraient être remboursées par le gestionnaire de réseau au producteur, comme cela se dessine pour le réseau de transport.

Au-delà de quantifier le nombre maximal d'heures de limitations, nous précisons qu'il paraît indispensable de quantifier une puissance garantie ou une garantie de pertes de production maximale, et ceci dès la PTF, afin de donner une visibilité aux producteurs et de permettre le financement du projet. Le calcul de ces données devra aussi être présenté aux producteurs avec transparence concernant les méthodes et sur les hypothèses de calcul.

Les modalités du contrat d'accès au réseau devraient être discutées de façon simultanée.

Question 3 :

Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Le sujet des demandes anticipées de raccordement au sens large est un sujet que nous souhaitons traiter en détail car il influe largement sur le développement des projets, surtout des projets de taille réduite (3 à 8 MW) pour lesquels les coûts de raccordement au réseau pèsent lourd dans le cout total de projet pénalisant ainsi fortement ce type de projets lorsque le poste source est éloigné (>5-10km). Dans ce cas, un raccordement en plein réseau peut être recherché par le maitre d'ouvrage. Nous identifions 3 axes d'amélioration :

- **Mettre en accès libre les informations sur le réseau**

Le coût des études de réseau est prohibitif, d'autant plus pour les projets de la taille exprimée ci-dessus et il est impossible d'investir ces sommes pour des projets au stade de maturité préliminaires. Pourtant, le raccordement est crucial car son coût peut permettre au projet de sortir ou il peut le tuer définitivement. Mettre en accès libre ces informations permettrait à tout demandeur de raccordement de développer les projets en concordance avec les capacités du réseau et in fine de faire des demandes de PTF plus adaptée le moment venu. Les données utiles sont : le plan vectorisé et géolocalisé du réseau (même avec des marges d'erreurs de plusieurs mètres), y compris les câbles souterrains, type de conducteur, impédance, Pcc, etc.

- **Laisser la possibilité aux projets d'évoluer**

Les projets doivent pouvoir évoluer pour s'adapter aux évolutions de la technologie, des offres des fournisseurs et sous-traitants, des règles des appels d'offres, des contraintes environnementales, etc. Pourquoi un projet qui passerait d'une puissance de raccordement de 13 MW à une puissance de 10MW devrait-il dans certains cas sortir de file d'attente dans la mesure où la solution technique reste la même ? De même dans le cas inverse d'une augmentation de puissance de 10 à 13MW, la solution technique restant la même, par exemple un départ dédié en tranchée avec un câble 240mm² Aluminium. Seule l'augmentation de puissance de 3MW devrait être gérée effectivement comme une demande séparée pour la réservation de puissance au poste Source et sur le réseau de transport.

- **Mettre en place un vrai codéveloppement du réseau et des projets de production**

On peut constater que sur le réseau de transport, les projets pouvant entrer en file d'attente avant l'autorisation du projet, les producteurs saisissent cette opportunité pour sécuriser leurs projets. Un producteur, comme tout investisseur a besoin de sécurité.

Mais constatons également que les gestionnaires de réseau ont besoin de sécurité. C'est ainsi que la procédure de gestion des S3R prévoit des mécanismes pour attendre qu'un certain pourcentage de l'ouvrage à créer corresponde à des contrats signés avec les producteurs avant d'engager les dépenses.

C'est pourquoi nous proposons d'entrer dans une démarche de coopération plus régulière et transparente entre gestionnaires de réseau. Cela pourrait passer par la plateforme d'échange entre producteurs et RTE destinée à remonter les projets des producteurs vers les gestionnaires de réseau de façon plus cadrée et plus confidentielle qui est à l'étude dans le cadre du GT anticipation du réseau du CURTE.

Nous proposons que cette plateforme permette également à terme de sécuriser mutuellement les projets de productions et les projets de développement du réseau. Les projets seraient suivis via cet outils depuis leur naissance jusqu'à leur mise en service. A chaque étape du projet, le producteur aurait la possibilité de communiquer les preuves de son avancement et le gestionnaire pourrait lui fournir une étude plus précise et réserver la capacité nécessaire. L'entrée en file d'attente des projets < 17MW pourrait se faire plus tôt : nous proposons de donner la possibilité aux producteurs qui le souhaitent de faire une demande complète de raccordement au moment du dépôt de la demande de permis de construire en fournissant le récépissé de dépôt du Permis de Construire (preuve qui était demandée auparavant pour la demande de Certificat Ouvrant Droit à l'Obligation d'Achat). Cela permettrait aux producteurs de gagner 12 à 18 mois dans les délais de développement et nous pensons que cela permettrait au gestionnaire de réseau de beaucoup mieux anticiper les besoins de développement du réseau.

Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

Sans commentaire

Question 4 :

Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Sans commentaire

Question 5 :

Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Nous sommes favorables à cette mise à jour régulière

Question 6 :

Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Nous sommes favorables à ce qu'une solution soit trouvée pour éviter les doubles réservations de capacité en veillant à ce que la possibilité apportée au gestionnaire de réseau de proposer plusieurs offres de raccordement soit maintenue.

Question 7 :

Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Nous sommes favorables à la poursuite de la dématérialisation tout en améliorant la fiabilité et la traçabilité des échanges de documents et de leur signature.

Question 8 :

Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

Nous ne trouvons pas satisfaisant de rallonger les délais de réalisation des PTF. Nous sommes néanmoins disposés à réfléchir avec la CRE, les gestionnaires de réseau et les autres producteurs pour que les gestionnaires de réseau ne se retrouvent pas dans une situation inconfortable où ils ne pourraient pas satisfaire à leurs engagements. Quelques pistes : utiliser les nouveaux moyens dématérialisés à leur plein potentiel, laisser la possibilité au producteur de demander un délai plus long pour recevoir sa PTF, apporter de la flexibilité dans les procédures des appels d'offre CRE.

Question 9 :

Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

Sans commentaire

Question 10 :

Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

L'encadrement des délais de raccordement est une solution qui apporte de la visibilité aux producteurs et qui est intéressante car elle permet la sécurisation des projets. Nous sommes également ouverts à d'autres types de mesures à déployer en parallèle, comme la mise en place d'un vrai codéveloppement

du réseau et des projets de production, voir question 3 ou la mise en service systématique à puissance bridée en attendant les travaux structurants.

Question 11 :

Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Wpd Solar est favorable à la proposition de la CRE et nous insistons sur le fait que les demandeurs de raccordement doivent avoir accès à une information claire, précise et transparente. Nous sommes en accord avec la CRE lorsqu'elle constate que le GRD Enedis doit poursuivre ses efforts d'amélioration de la transparence des PTF.

Le détail du montant de travaux HTA n'est évidemment pas suffisant, avec par exemple la ligne A1 ci-dessous :

3.2.5. Solution de raccordement et contribution financière

➤ Travaux Ouvrages Propres

		Application de la réfaction	Montant facturé (euros)
Travaux Ouvrages Propres	A1 – Travaux de création du réseau HTA en domaine public	Non	697 380.15
	A3 – Mise à disposition d'une cellule départ HTA	Non	92 000.00
	C1 – Evolution du plan de protection	Non	2 000.00
	C2 – Evolution de la conduite des réseaux	Non	2 000.00

Nous soutenons l'avis de la CRE qui précise qu'un « devis suffisamment détaillé » s'entend par un devis comportant toutes les indications permettant d'apprécier les propositions de prix et notamment le détail des quantités et prix unitaires de l'opération de raccordement.

Ce prix HTA pourrait contenir plusieurs éléments : ligne, autotransformateur, câble, tranchée ...

Le coût des études pourrait par la même occasion être dissocié et lui aussi quantifié (quantité et coût unitaire horaire).

Nous devrions également avoir accès au montant du marché passé entre ENEDIS et leurs sous-traitants, et obtenir plus de transparence sur le planning de raccordement et sur l'avancement des travaux.

Des échanges avec un interlocuteur technique devraient pouvoir se mettre en place. Il est très difficile d'échanger avec quelqu'un du BERE d'ENEDIS. Avoir le détail sur les hypothèses des études est très important, cela devrait être accompagné le cas échéant de la possibilité d'échanger avec un interlocuteur au point sur les hypothèses/résultats de l'étude.

Plus de transparence sur les DTR est également attendue, dans lesquelles certaines hypothèses devraient être clarifiées, par exemple : « la tenue thermique des ouvrages », l'évaluation de pertes et des abaques des câbles.

Il faudrait également pouvoir avoir plus de données et plus de détails des calculs concernant les impositions de l'installation en termes de filtres et de réenclenchements séquentiels (fourniture de la limite du courant d'appel à l'enclenchement). Cela permettrait aux producteurs de faire le choix des transformateurs au plus tôt, ce qui est important dans le cas où les transformateurs doivent être faits sur mesure en raison des contraintes à respecter.

Plus de transparence pourrait être aussi apportée aux producteurs sur l'obtention des autorisations tout au long du projet.

En ce qui concerne la remise de la convention de raccordement, wpd Solar juge qu'il n'est pas normal que les producteurs n'aient pas le résultat de l'appel d'offres public lancé par les gestionnaires de réseau (GRD ou RTE).

Question 12 :

Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

Sans commentaire

Question 13 :

Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?

- **Evolutions techniques des possibilités de raccordements (400mm²Alu, 33kV, puissance poste source)**

wpd Solar souhaiterait avoir de la visibilité sur l'avancement du déploiement du câble 400 mm² Alu et du processus de qualification du câble et des matériels associés.

De plus, nous aimerions que des travaux sur l'introduction des raccordements en 33kV soient entrepris au plus vite en concertation entre les GRD et les producteurs.

Aussi, il s'avère parfois que le facteur limitant puisse être la capacité des transformateurs HTA/HTB dans le poste source, voire leur nombre (3 maximum de 36 MVA par poste source HTB1 63kV ou 90kV, et 3 x 80 MVA soit 240 MVA sur les postes sources HTB2 225kV).

En complément du 33kV et du 400 mm², il serait intéressant de réfléchir à une augmentation du nombre et/ou de la puissance unitaire de ces transformateurs de postes sources (qui sont à présent collecteurs de fortes productions parfois, et non plus seulement de consommation rurale...).